

Breizh Acharts



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES













**Fourniture et livraison de produits d'épicerie et
boissons pour les adhérents de la centrale d'achats
« Breizh Acharts »**

Date et heure limites de réception des offres :
Jeudi 04 septembre 2025 à 16h00

Identification OCCENA: Breizh Acharts 2025-90312

Région Bretagne
283 avenue général PATTON
CS 211 01
35711 RENNES CEDEX 7

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Fourniture et livraison de produits d'épicerie et boissons pour les adhérents de la centrale d'achats « Breizh Achats »
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	12
	Délai de validité des offres	240 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature	5
1.6 - Renouvellement	5
2 - Conditions de la consultation.....	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	6
2.3 - Variantes et prestations supplémentaires.....	6
2.4 - Développement durable	6
3 - Conditions relatives au contrat.....	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Contenu du dossier de consultation.....	6
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	7
5.1 - Documents à produire	8
5.2 - Echantillons.....	9
5.3 - Questionnaire égalité femmes-hommes	10
5.4 - Dispositions relatives à l'utilisation du logiciel OCCENA.....	10
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
6.1 - Transmission électronique	11
6.2 - Transmission sous support papier	13
7 - Examen des candidatures et des offres.....	13
7.1 - Examen des candidatures.....	13
7.2 - Attribution des accords-cadres	13
7.3 - Suite à donner à la consultation	19
8 - Renseignements complémentaires.....	20
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	20
8.2 - Procédures de recours	20

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne la fourniture et livraison de produits d'épicerie et boissons pour les adhérents de la centrale d'achats « Breizh Achats » localisés dans les départements de l'Ille et Vilaine, du Morbihan, des Côtes d'Armor et du Finistère.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est à bons de commande. Il sera attribué à un seul opérateur et passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 12 lots:

Lot(s)	Désignation
01	Féculents, légumineuses et farines issus de l'agriculture conventionnelle
02	Huiles issues de l'agriculture conventionnelle et biologique
03	Conserves et plats préparés
04	Produits d'épicerie issus de l'agriculture conventionnelle
05	Biscuits et barres de céréales
06	Aides culinaires, assaisonnements, épices et alcools
07	Préparations déshydratées pour desserts
08	Produits d'épicerie issus de l'agriculture biologique
09	Conserves de légumes et de fruits biologiques
10	Pâtes biologiques pour les adhérents du Morbihan, du Finistère et des Côtes d'Armor
11.1	Féculents et divers produits biologiques pour les adhérents de l'Ille et Vilaine
11.2	Légumineuses, huile de colza, farines, jus de pomme et aromates biologiques pour les adhérents du Morbihan, des Côtes d'Armor et du Finistère

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal		Description
15890000-3		Produits alimentaires et produits secs divers

Lot(s)	Code principal	Description
01	15612000-1	Farine de céréales ou farine végétale et produits connexes
01	15850000-1	Pâtes alimentaires
01	03211300-6	Riz
01	03212000-0	Pommes de terre et légumes secs
02	15411100-3	Huiles végétales
03	15131000-5	Conserves et préparations à base de viande
03	15331400-1	Légumes en conserve et/ou en boîte
04	15890000-3	Produits alimentaires et produits secs divers
05	15821200-1	Biscuits sucrés
06	15870000-7	Condiments et assaisonnements
06	15872200-3	Épices
07	15893200-6	Préparations pour desserts
08	15890000-3	Produits alimentaires et produits secs divers
09	15331400-1	Légumes en conserve et/ou en boîte
09	15332400-8	Conserves de fruits
10	15850000-1	Pâtes alimentaires
11.1	15890000-3	Produits alimentaires et produits secs divers
11.2	15890000-3	Produits alimentaires et produits secs divers

1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 240 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou en groupement. Aucune forme de groupement n'est imposée.

2.3 - Variantes et prestations supplémentaires

Aucune variante n'est autorisée.

Le marché ne comprend pas de prestations supplémentaires éventuelles.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : ressources propres de chaque établissement adhérent.

De plus, concernant les conditions d'exécution et la lutte contre la concurrence sociale déloyale, la Région Bretagne attire l'attention des prestataires sur le fait qu'elle sera particulièrement vigilante sur le respect de la loi n° 2014-790 du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale.

A ce titre, la Région Bretagne sera susceptible de vérifier les conditions de travail appliquées par le prestataire dans le cadre de la loi susmentionnée.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable via le lien <https://marches.megalys.bretagne.bzh/entreprise> qui référence les annonces de marchés publics de la Région Bretagne.

Conseil aux candidats : le téléchargement des documents de consultation est libre. Cependant, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique correspondante et une adresse électronique valide permettant de façon certaine une correspondance électronique afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, notamment les éventuelles précisions ou report de délais.

Le DCE contient les pièces suivantes :

- La déclaration de sous-traitance (Formulaire DC4 du 01/01/2024)
- Le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes
 - Annexe 1 au RC : échantillons
 - Annexe 2 au RC : cadres de réponse technique
 - Annexe 3 au RC : modèle de fiche technique
 - Annexe 4 au RC : mode opératoire OCCENA
 - Annexe 5 au RC : questionnaire sur l'égalité homme femme (à remplir par l'attributaire du marché)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe
 - Annexe 1 : liste des adhérents par lot
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Les bordereaux de prix unitaires (BPU) valant Détail Quantitatif Estimatif (DQE)

Note : l'acte d'engagement (format ATTR11) sera transmis après l'analyse des offres aux candidats pressentis uniquement.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Conformément à l'article R2143-13 du Code de la commande publique, "les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit."

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics (articles L2141 1 à L2141 6 et L2141 7 à L2141 11 du CCP) Possibilité d'utiliser le formulaire DC1 ou équivalent disponible à l'adresse: https://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/im_primes_dc/DC1-2019.doc

Renseignements concernant la capacité économique, technique et financière de l'entreprise :

Libellés
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
Pour tous les produits issus de l'agriculture biologique, une copie de la certification Agriculture Biologique du soumissionnaire. (Ou d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés).

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site Possibilité d'utiliser le formulaire DC2 ou équivalent disponible à l'adresse : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/Formulaire_DC2.doc. Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pièces de l'offre (leur signature n'est pas requise) :

Libellés
Le bordereau des prix unitaires (BPU) valant (DQE) dûment complété (y compris les taux de remise accordé sur les prix du catalogue si le candidat dispose d'un catalogue) ainsi que les frais de port additionnels pour les commandes d'un montant inférieur au minimum de commande (100 € HT pour les lots 1 à 9, 150 € HT pour les lots 10, 11.1 et 11.2)
Les échantillons requis pour les lots 1, 3 à 5, 7 à 10 (Annexe 1 du présent RC)
Le cadre de présentation de l'offre (cadre de réponse technique), complété et accompagné des éléments demandés
La documentation technique pour chaque produit proposé au BPU*
Le planning de livraison

Le catalogue tarifaire ou les tarifs de référence
Les bordereaux qualité issus de l'application OCCENA pour les lots 2 à 9 et uniquement pour les produits présents dans l'application OCCENA
Le formulaire DC4, en cas de sous-traitance (https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)

* la documentation technique pour chaque produit proposé au BPU (fiche technique ou tout autre document), devant inclure tous les éléments permettant de vérifier le respect des caractéristiques techniques souhaitées dans le CCTP, notamment :

- le nom du produit ;
- la labellisation (si elle est demandée)
- la liste des ingrédients et le descriptif du produit incluant les valeurs nutritionnelles
- le pourcentage de matières premières animales pour les produits concernés ;
- la présence éventuelle d'allergènes suivant la réglementation en vigueur ;
- la provenance / l'origine du produit
- le conditionnement ;
- la durée de vie du produit ;
- les conseils de mise en œuvre pour une utilisation optimale du produit.

Le candidat peut utiliser le modèle de fiche technique disponible en annexe 3.

ATTENTION : Les fiches/documents techniques de chaque produit fournis doivent être rigoureusement numérotés et classés selon l'ordre porté sur le BPU avec le n° de ligne et le libellé produit dans le titre du fichier. L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de fournir l'ensemble des éléments constituant leur offre tels que décrits ci-dessus sous peine d'irrégularité.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Remarques importantes:

- Forme des offres: les BPU/DQE devront être remis sous format EXCEL ou tableur, les autres documents devront être remis au format PDF.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées au BPU prévaudront sur toute autre indication de l'offre. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement de l'offre, c'est le montant total ainsi rectifié qui sera pris en considération.

- Etablissement des prix: les prix proposés au BPU sont ceux applicables 7 jours avant la date limite de remise des offres.

- Pour établir son planning de livraison par adhérent, le candidat peut utiliser le fichier excel de l'annexe 1 au CCAP.

- Remplissage du bordereau des prix: le candidat doit être en mesure de proposer l'ensemble des références du lot auquel il répond, sous peine de rejet de son offre, à l'exception des lignes avec des quantités estimatives à zéro qui sont facultatives et non considérées dans l'analyse financière. Si le candidat propose une référence facultative, cette dernière est contractualisée dans le marché et le candidat s'engage sur la disponibilité de cette dernière. Sont concernés les lots n° 1, 3, 4, 8 et 9.

Régularisation des offres : Conformément à l'article R.2152-1 du CCP, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition que l'offre ne soit pas anormalement basse et que cette régularisation n'entraîne pas de modification substantielle des offres initiales

5.2 - Echantillons

La liste des produits à échantillonner est annexée au présent règlement (annexe 1 ECHANTILLONS).

Les échantillons devront être en quantité suffisante pour permettre une dégustation par une dizaine de personnes (1 Kg minimum).

Les échantillons doivent être livrés aux adresses indiquées dans l'annexe 1 « Echantillons ». La livraison des échantillons se fait entre le 10 et 15 septembre 2025, hors samedi et dimanche, entre 7h et 11h. Les candidats sont invités à bien se référer à l'annexe 1 pour vérifier où et quand doivent être livrés les échantillons (4 sites possibles selon les lots).

Les soumissionnaires n'ayant pas remis leurs échantillons selon les dispositions précédentes se verront attribuer la note de zéro lors de l'analyse des offres sur le sous-critère « dégustation ».

Pour les candidats aux lots 3, 5 et 9, cette absence de livraison rendra l'offre irrégulière puisque la note obtenue sur le sous-critère « analyse des échantillons » sera inférieure à la moyenne.

Sur chaque échantillon il sera indiqué obligatoirement par le candidat :

- Marché des denrées alimentaires
- LOT N°
- N° ligne et libellé BPU du produit
- Référence du produit

Le nom de la société ne devra pas être indiquée sur l'échantillon. Le candidat devra masquer son nom s'il est indiqué sur le produit échantillonné.

Tout candidat livrant un échantillon mal préparé ou mal étiqueté sera pénalisé dans la notation qualité. La fourniture d'échantillons est gratuite et à la charge du candidat. Les échantillons seront préparés pour être testés. Ils ne seront pas restitués à l'issue de l'examen des offres.

L'acheteur peut décider jusqu'aux jours de livraison d'annuler entièrement ou pour partie la fourniture d'échantillons par les candidats, et de changer le lieu et les dates de livraison.

Les produits devront pouvoir être consommés jusqu'aux dates prévisionnelles de dégustation figurant en annexe.

Ces produits feront l'objet d'un test ayant pour objectifs :

- De contrôler la conformité des produits aux spécifications du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- De procéder à un examen comparatif des offres.

L'évaluation de ces échantillons sera intégrée comme critère de jugement dans l'appréciation des offres des candidats, comme indiqué au présent règlement de consultation.

5.3 - Questionnaire égalité femmes-hommes

Les candidats sont avertis dès à présent qu'il sera demandé au(x) titulaire(s) de chaque contrat de compléter le questionnaire annexé au présent règlement de consultation, qui deviendra une annexe de l'acte d'engagement. Ce document sera uniquement rempli à titre indicatif afin de permettre à la collectivité d'apprécier la volonté et le niveau de maturité des opérateurs économiques de garantir et d'engager concrètement des actions en matière de promotion d'égalité des droits entre les femmes et les hommes.

5.4 - Dispositions relatives à l'utilisation du logiciel OCCENA

5.4-1 Mode opératoire pour générer le bordereau qualité issu d'OCCENA

Pour une sélection de lots du présent marché (lots 2 à 9), l'évaluation des informations contenues dans chaque fiche technique sera réalisée par le logiciel OCCENA.

Ce logiciel de notation de la qualité nutritionnelle et sanitaire des offres alimentaires a été spécialement conçu et développé par l'association ACENA dont le groupement de commande des EPLE et structures publiques des Pyrénées Atlantiques fait partie.

Pour générer le bordereau qualité à joindre obligatoirement aux pièces de votre offre (pour chacun des lots cités précédemment), il vous est demandé de vous connecter à l'adresse suivante : <https://app.occena.fr/> et de créer votre compte fournisseur. Ce compte vous permettra de répondre à tous les marchés utilisant cette application. L'utilisation de ce système est libre et gratuite.

La validation de votre demande d'accès à Occena n'est pas immédiate, elle peut intervenir dans un délai de 24 heures.

A noter : dans certains lots, toutes les lignes ne feront pas l'objet d'une analyse via le logiciel OCCENA.

Une fois enregistré, il vous faudra rechercher le marché identifié : Breizh Achats 2025-90312. Les différents lots seront alors accessibles à la saisie. Pour chacun des lots sur lesquels vous candidatez, vous aurez la possibilité soit de saisir manuellement les informations demandées pour toutes les fiches techniques du lot soit d'importer vos données grâce au modèle de tableau vierge proposé sur le site.

Une fois l'ensemble des fiches saisies ou déposées pour un lot, il vous sera demandé de valider votre travail.

Cette validation vous permettra d'éditer le bordereau qualité que vous joindrez à votre offre.

Pour toute question ou difficulté technique, possibilité de contacter le service technique par e-mail : help@occena.fr

5.4-2 Contrôle des données saisies dans le logiciel OCCENA générant le bordereau qualité

Pour chacun des lots bénéficiant de l'application OCCENA, il sera procédé à des contrôles aléatoires visant à vérifier la saisie des fournisseurs. Ces contrôles permettront de rapprocher les données figurant sur les fiches techniques fournies par le candidat et les données figurant sur le bordereau. Ce contrôle garantira le respect de la règle du jeu par les soumissionnaires.

Si des distorsions supérieures à 20% sont constatées dans l'analyse des fiches techniques d'un lot, l'offre dudit fournisseur sera éliminée.

Si ces distorsions sont inférieures ou égales à 20%, l'offre du fournisseur est considérée comme irrégulière car entachée d'une simple erreur matérielle. Le soumissionnaire est alors invité à régulariser son offre dans un délai approprié.

Pour éviter toute erreur dans la saisie des données issues des fiches techniques, l'annexe Mode opératoire OCCENA est intégrée au dossier de consultation.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

La remise des offres par voie électronique est obligatoire (la remise des offres par voie papier n'est pas autorisée). Le candidat devra déposer sa candidature et son offre exclusivement sur le profil acheteur (plateforme <https://www.megalis.bretagne.bzh>), avant la date et l'heure limite de remise des offres (se référer à la page de garde du présent règlement de la consultation).

6.1 - Transmission électronique

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

MODALITES RELATIVES A LA SIGNATURE DE L'OFFRE

Conformément aux nouvelles règles en vigueur, la signature des offres n'est plus requise au stade du dépôt des plis, **mais uniquement au moment de l'attribution du marché.**

Par dérogation aux principes énoncés dans son SPASER régional, Breizh Achats conseille mais n'impose pas la signature électronique du formulaire ATTRI1 qui matérialisera l'engagement.

Si le candidat choisit la signature électronique, il devra donc s'équiper d'un certificat électronique, procédé d'identification fiable, répondant aux obligations applicables en la matière. Les services de la Région pourront accompagner les candidats pour se doter d'un certificat de signature électronique. Le certificat doit être détenu par une personne ayant capacité à engager le candidat dans le cadre de la consultation et il doit être valide à la date de signature du contrat (voir arrêté du 12 avril 2018).

Outils de signature et formats autorisés au stade de l'attribution :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature du profil d'acheteur (AtexoSign) -> Aucun justificatif à fournir

Le profil d'acheteur intègre un outil de signature électronique, qui permet la signature aux 3 formats réglementaires (PAdES, XAdES ou CAdES). **Le format PAdES est, dans ce cadre, préconisé.**

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

Cas 2 : le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré au profil d'acheteur -> Différents justificatifs à fournir

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit respecter les deux obligations suivantes:

- Produire des formats de signature PAdES ou XAdES.
- Permettre la vérification, en transmettant les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants:

- indication de l'outil de signature utilisé:
 - o nom de l'outil,
 - o éditeur,
 - o description succincte (ex: site Internet de présentation)
- indication de l'outil de vérification de signature correspondant, devant être accessible par l'acheteur public
 - o Lien internet de récupération de l'outil ou fourniture de l'outil lui-même
 - o Notice d'utilisation en langue française
 - o Présentation d'installation: type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.
 - o Procédure de vérification alternative en cas d'installation ou de vérification impossible pour l'acheteur: contact à joindre, support distant, support sur site, etc.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires, en langue française.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. L'heure limite retenue pour la réception des plis correspondra au dernier octet reçu. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres. Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente qui ne sera pas ouverte.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

En cas d'absence de copie de sauvegarde, si un programme malveillant est détecté dans l'offre transmise par voie électronique, Breizh Achats procédera à une réparation. En cas d'échec de la réparation, l'offre sera réputée n'avoir jamais été reçue. Le candidat concerné en sera informé.

Si une copie de sauvegarde a été transmise dans les conditions requises à Breizh Achats, et qu'un programme malveillant est détecté dans l'offre transmise par voie électronique, Breizh Achats procédera à l'ouverture de la copie de sauvegarde.

Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. Par ailleurs il convient de:

- Proscrire les accents dans les noms de fichiers et plus généralement tous les symboles et caractères spéciaux,
- Ne pas utiliser les .exe et les macros,
- Respecter les recommandations formulées par la plate-forme de dématérialisation des offres lors du processus d'envoi (dossier d'offre au format compressé .zip).

Les plis électroniques qui seraient remis ou dont l'accusé réception indiquerait une remise après la date et l'heure limites fixées sont éliminés.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Région Bretagne
283 avenue général PATTON
CS 211 01
35711 RENNES CEDEX 7

Conseil aux candidats

L'heure précise et la date limite de réception des plis ne peuvent faire l'objet d'aucune exception. Tout dépôt hors-délai sera éliminé.

La Région Bretagne encourage donc fortement les opérateurs économiques :

- à tester leurs connexions bien avant l'heure limite de télétransmission (un outil est disponible sur Mégalis Bretagne) ;
- en cas d'envoi multiples, pensez à bien vérifier que le dernier envoi comporte toutes les pièces demandées au présent règlement de la consultation ;
- Conformément à l'article R2151-6 du code de la commande publique, il est rappelé aux candidats que l'offre doit être transmise en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres ;
- à contacter le support technique de Mégalis Bretagne pour toutes questions et/ou problèmes rencontrés, au 02.23.48.04.54 ou via le formulaire de saisie en ligne : Formulaire de contact entreprise.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Examen des candidatures

Il sera procédé à la vérification des pièces de candidature pour les seuls candidats auxquels il est envisagé d'attribuer les marchés après examen des offres.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Après examen des documents relatifs à la candidature, seront éliminés :

- les candidatures ne remplissant pas les conditions d'accès à la commande publique ;
- les candidatures ne présentant pas les garanties techniques, professionnelles et financières suffisantes.

Conformément à l'article R.2161-4 du Code de la Commande Publique : « L'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures. Lorsqu'il fait usage de cette faculté, il examine les candidatures de manière impartiale et transparente. Il veille notamment à ce que sa connaissance des offres n'influe en rien sur l'appréciation des motifs d'exclusion ou des critères de sélection. »

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera considérée comme irrégulière.

De plus, conformément aux articles R2152-1 et R2152-2 du Code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale
Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.
Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition que l'offre ne soit pas anormalement basse et que cette régularisation n'entraîne pas de modification substantielle des offres initiales.

Breizh Achats choisira l'offre économiquement la plus avantageuse en fonction des critères énoncés ci-dessous :

Pour le lot n° 01 :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	35.0
1.1-Analyse des échantillons	20.0
1.2-Analyse des fiches techniques par Breizh achats portant sur le respect du calibre proposé, le conditionnement, la composition des produits et les mentions valorisantes qualitatives. Seront analysées les fiches techniques des produits représentant 80% des volumes estimés de commandes sur la base du DQE	10.0
1.3-Politique de choix des fournisseurs	5.0
2-Prix des prestations	40.0
3-Développement durable	22.5
3.1-Préservation des ressources naturelles	2.5
3.2-Flotte de transport	5.0
3.3-Gestion des emballages	7.5
3.4-Traçabilité de l'approvisionnement	7.5
4-Modalités logistiques	2.5

Pour le lot n° 02 :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	30.0
1.1-Analyse des fiches techniques via Occena	15.0
1.2-Politique de choix des fournisseurs	15.0
2-Prix des prestations	45.0
3-Développement durable	22.5

3.1-Préservation des ressources naturelles	2.5
3.2-Flotte de transport	5.0
3.3-Gestion des emballages	5.0
3.4-Traçabilité de l'approvisionnement	10.0
4-Modalités logistiques	2.5

Pour les lots n°03 et 09 :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	40.0
1.1-Analyse des échantillons <i>Elimination en cas de note inférieure à la moyenne : pour les résultats des commissions techniques, si la note moyenne par lot obtenue par le candidat est strictement inférieure à 10/20, son offre sera éliminée. Cette élimination est fondée sur le fait que la qualité des produits proposés ne répond pas aux exigences minimales du marché.</i>	20.0
1.2-Analyse des fiches techniques via Occena	15.0
1.3-Politique de choix des fournisseurs	5.0
2-Prix des prestations	35.0
3-Développement durable	22.5
3.1-Préservation des ressources naturelles	2.5
3.2-Gestion des emballages	5.0
3.3-Traçabilité de l'approvisionnement	10.0
3.4-Nombre d'intermédiaires	5.0
4-Modalités logistiques	2.5

Pour le lot n°04 :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	40.0
1.1-Analyse des échantillons	15.0
1.2-Analyse des fiches techniques via Occena	20.0
1.3-Politique de choix des fournisseurs	5.0
2-Prix des prestations	40.0
3-Développement durable	17.5
3.1-Préservation des ressources naturelles	2.5
3.2-Flotte de transport	5.0
3.3-Gestion des emballages	5.0
3.4-Traçabilité de l'approvisionnement	5.0
4-Modalités logistiques	2.5

Pour le lot n°05 :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	40.0
1.1-Analyse des échantillons <i>Elimination en cas de note inférieure à la moyenne : pour les résultats des commissions techniques, si la note moyenne par lot obtenue par le candidat est strictement inférieure à 10/20, son offre sera éliminée. Cette élimination est fondée sur le fait que la qualité des produits proposés ne répond pas aux exigences minimales du marché.</i>	15.0
1.2-Analyse des fiches techniques via Occena	15.0
1.3-Politique de choix des fournisseurs	10.0
2-Prix des prestations	40.0
3-Développement durable	17.5
3.1-Préservation des ressources naturelles	2.5
3.2-Flotte de transport	5.0
3.3-Gestion des emballages	5.0
3.4-Traçabilité de l'approvisionnement	5.0
4-Modalités logistiques	2.5

Pour le lot n°06 :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	35.0
1.1-Analyse des fiches techniques via Occena	30.0
1.2-Politique de choix des fournisseurs	5.0
2-Prix des prestations	40.0
3-Développement durable	22.5
3.1-Préservation des ressources naturelles	2.5
3.2-Flotte de transport	5.0
3.3-Gestion des emballages	5.0
3.4-Traçabilité de l'approvisionnement	10.0
4-Modalités logistiques	2.5

Pour le lot n°07 :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	40.0
1.1-Analyse des échantillons	10.0
1.2-Analyse des fiches techniques via Occena	20.0
1.3-Politique de choix des fournisseurs	10.0
2-Prix des prestations	35.0
3-Développement durable	22.5
3.1-Préservation des ressources naturelles	2.5
3.2-Flotte de transport	5.0
3.3-Gestion des emballages	5.0
3.4-Traçabilité de l'approvisionnement	10.0
4-Modalités logistiques	2.5

Pour le lot n°08 :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	40.0
1.1-Analyse des échantillons	10.0
1.2-Analyse des fiches techniques via Occena	20.0
1.3-Politique de choix des fournisseurs	10.0
2-Prix des prestations	40.0
3-Développement durable	17.5

Critères	Pondération
3.1-Préservation des ressources naturelles	2.5
3.2-Flotte de transport	5.0
3.3-Gestion des emballages	5.0
3.4-Traçabilité de l'approvisionnement	5.0
4-Modalités logistiques	2.5

Pour le lot n° 10 :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	45.0
1.1-Analyse des échantillons	35.0
1.2-Analyse des fiches techniques par Breizh achats portant sur le respect du calibre proposé, le conditionnement, la composition des produits et les mentions valorisantes qualitatives. Seront analysées les fiches techniques des produits représentant 80% des volumes estimés de commandes sur la base du DQE	5.0
1.3-Politique de choix des fournisseurs	5.0
2-Prix des prestations	30.0
3-Développement durable	22.5
3.1-Préservation des ressources naturelles	2.5
3.2-Traçabilité de l'approvisionnement	10.0
3.3-Juste rémunération des producteurs	5.0
3.4-Nombre d'intermédiaires	5.0
4-Modalités logistiques	2.5

Pour les lots n° 11.1, 11.2 :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	20.0
1.1-Analyse des fiches techniques par Breizh achats portant sur le respect du calibre proposé, le conditionnement, la composition des produits et les mentions valorisantes qualitatives. Seront analysées les fiches techniques des produits représentant 80% des volumes estimés de commandes sur la base du DQE	10.0
1.2-Politique de choix des fournisseurs	10.0
2-Prix des prestations	30.0
3-Développement durable	40.0
3.1-Traçabilité de l'approvisionnement	10.0
3.2-Juste rémunération des producteurs	15.0
3.3-Nombre d'intermédiaires	10.0
3.4-Gestion des emballages	5.0
4-Visites d'exploitations/animations	10.0

Précisions sur la notation des critères :

1/ Critère de la Valeur technique

Sous-critère "Analyse des échantillons": la note sera attribuée par les membres des commissions techniques ayant testé les échantillons.

Pour les lots 3, 5 et 9, si la note moyenne obtenue par le candidat est strictement inférieure à 10/20, son offre sera éliminée.

Le sous-critère "Politique de choix des fournisseurs" sera évalué sur la base des réponses apportées dans le cadre de réponse technique.

2/ Le critère prix sera évalué sur la base du montant total en euros HT figurant au DQE.

Ce critère sera noté en application de la formule ci-dessous :

$$[\text{Montant de l'offre la moins-disante} / \text{Montant proposé par le candidat}] \times \text{la pondération}$$

3/ Critère « développement durable »

Les sous-critères seront évalués et notés en fonction des réponses apportées dans le cadre de réponse technique.

4/ Les critères « modalités logistiques » et « visites d'exploitations/animations » seront évalués et notés en fonction des réponses apportées dans le cadre de réponse technique.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat. La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées au BPU prévaudront sur toute autre indication de l'offre.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations prévues aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la Commande Publique :

- Le formulaire ATTRI 1 « Acte d'engagement » complété et signé électroniquement (de préférence) ou de façon manuscrite
- La délégation de signature le cas échéant
- Les certificats et attestations fiscales et sociales (art. R2143-6 et suivants du CCP)
- L'attestation d'assurance de responsabilité prévue à l'article L241-2 du code des assurances.
- Le BPU/DQE complété de la partie après attribution (colonnes vertes, voir légendes des BPU/DQE) dans un délai maximum de 15 jours calendaires après l'envoi du courrier d'attribution
- le questionnaire sur l'égalité femme homme

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

S'il est envisagé d'attribuer le marché à un groupement d'entreprises, deux possibilités pour la signature du formulaire ATTRI 1 :

- Soit le mandataire du groupement n'a pas été habilité à signer le marché public : tous les membres du groupement devront signer le formulaire ATTRI1.
- Soit le mandataire du groupement a été habilité à signer le marché public : seul le mandataire signe le formulaire ATTRI1. En annexe du formulaire, il communique toutefois à l'acheteur les pouvoirs lui conférant l'habilitation signée par les autres membres du groupement.

Si le candidat choisit la signature électronique, il doit disposer d'un certificat électronique pour signer le formulaire ATTRI « Acte d'engagement ». Le format de la signature devra être conforme au référentiel général d'interopérabilité et au format XADES ou PADES (le format PADES est préconisé). Le niveau de sécurité exigé est celui de la plateforme Mégalis Bretagne : <https://marches.megalisbretagne.org>

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.megalis.bretagne.bzh>. Aucun renseignement ne sera donné par téléphone.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Tout différend survenant à l'occasion de la présente consultation collective sera soumis, préalablement à tout recours, à l'Acheteur.

Si aucune solution n'est trouvée il est possible de faire appel à la médiation en saisissant le comité consultatif de règlement amiable des litiges :

Le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Nantes

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) des Pays-de-la-Loire

Immeuble Skyline

22, mail Pablo Picasso

BP 24209

44042 NANTES Cedex 1

Tél : 02 53 46 79 83

Fax : 02 53 46 79 79

Mél : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

Ou de faire un recours auprès du tribunal administratif :

Tribunal Administratif de Rennes

Hôtel de Bizien

3 Contour de la Motte

35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://rennes.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

